

Où on nous reparle du « trou de la sécu »

Il y a un an de cela le gouvernement se targuait d'avoir rééquilibré les comptes de la sécurité sociale. Nous dénoncions déjà en son temps un tour de passe-passe éhonté qui d'une part ne disait pas au prix de quels sacrifices pour les assurés et les personnels l'équilibre avait été trouvé, et d'autre part parler de « déficit » de la sécurité sociale est un non-sens : la couverture des risques maladies et des risques sociaux ne s'anticipe pas vraiment et n'a pas vocation à être forcément à l'équilibre.

Soit, nous serions donc revenus au déséquilibre.

Mais alors pourquoi, et comment ?

En seulement deux lois de financement de la Sécurité sociale, ce gouvernement aura réussi le tour de force de transformer une perspective d'excédents croissants et durables en déficits, dès cette année. Parler de « loi de financement de la sécurité sociale » est déjà une gageure, il s'agit en réalité d'une « loi d'assèchement de son financement ». La logique de ce financement est assise sur des politiques d'exonérations non-compensées et sur la fiscalisation des cotisations (CSG), des mesures qui vont à l'encontre de la justice sociale et fiscale. La TVA, impôt le plus injuste par nature, devient la 3e source du financement du système ! Le financement de la Sécurité sociale est de plus en plus incertain et illisible.

Une politique antisociale

Ce gouvernement a supprimé l'impôt sur la fortune, abaissé fortement l'imposition des revenus du capital, exterminé les emplois aidés, rackets le logement social, taxé les pauvres et les retraités, libéralisé comme jamais les licenciements et plafonné les indemnités reçues par les salariés, remis en cause les droits des salariés et de leurs représentants à tous les niveaux, limité l'accès à l'assurance chômage, plongé le système de santé dans une profonde crise. De plus il s'apprête à tailler bientôt dans les retraites.

Le recul de la sécurité sociale se traduit très concrètement

Dans le domaine de la santé notamment : au-delà du soin stricto sensu et des conditions de sa prise en charge en médecine de ville et à l'hôpital, des difficultés des services d'urgence, des problèmes de renoncement aux soins entraînés par la multiplication des dépassements d'honoraires ou encore du vrai-faux problème des déserts médicaux (vrai parce qu'il est réel, faux, parce qu'il pourrait être résolu...), il devient urgent de s'intéresser aussi aux enjeux liés à la prise en charge des personnes en situation de handicap, des difficultés rencontrées par les aidants, ou encore des enjeux liés à la santé au travail, à la dépendance...

Une attaque sans précédent contre le personnel

Les choix politiques de financement de la sécurité sociale sont aussi une attaque sans précédent vis-à-vis du personnel. D'ici 2022 c'est plus d'un quart de postes en moins à la sécurité ce qui a pour conséquence la dégradation des conditions de travail, la fermeture des accueils et des agences qui ne permet pas un service public de qualité.

Pour une sécurité sociale du XXIème siècle

Agiter le fameux « trou de la sécurité » vient justifier une politique antisociale et ultra libérale. La politique de financement de la sécurité sociale est un vrai choix de société et le gouvernement fait le choix aujourd'hui de nous imposer un système à l'anglo-saxonne où la sécurité n'assurera plus qu'un filet de sécurité avec une ouverture démesurée au système assurantiel coûteux et injuste.

La sécurité sociale est notre bien à tous. Sa gestion doit être de nouveau administrée par les salariés, le salaire socialisé doit reprendre sa place.

Pour cela il faut stopper les cadeaux au grand patronat en mettant fin aux exonérations de cotisation, en augmentant les salaires, en soumettant tous les éléments de rémunération à cotisation et en rétablissant l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

Il faut supprimer les privilèges des plus riches en mettant en place une contribution sociale sur les revenus financiers, en taxant les GAFAs et en luttant contre l'évasion fiscale.

De l'argent il y en a. La force de travail des salariés qui crée la richesse doit être répartie entre tous.

Cela commence par la mise en place du 100% sécurité permettant à chacun de faire face à tous les aléas de la vie, de la naissance à la mort, quels que soient ses moyens.

Montreuil

Le 13 juin 2019